

# Éducation. Nouvelle mobilisation des enseignants contre « le choc des savoirs »

## Ils prônent le vivre-ensemble, plutôt que « le tri »

**C'EST** une colère nourrie, le fruit d'un désaccord profond que les syndicats enseignants veulent faire partager, au-delà des murs des salles de profs, où elle s'exprime depuis plusieurs semaines. La réforme des groupes de niveau doit entrer en vigueur en septembre, pour les cours de français et de mathématiques dispensés en classes de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>.

« Une organisation complètement hors-sol »

Hier, en fin de matinée, l'intersyndicale appelait à se réunir place Jacques-Hébert à Cherbourg-en-Cotentin, pour la deuxième fois de la semaine. Avec cette fois, la volonté d'associer les parents des élèves, en plus du soutien déjà formalisé de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE). En tout, une centaine de personnes étaient présentes. « Toutes les études démontrent que les groupes de niveaux sont un frein aux apprentissages et à l'épanouissement des élèves, indique les syndicats dans une prise de parole commune. L'hétérogénéité corrélée à des effectifs réduits est bien plus efficace tout en préparant au vivre-ensemble, plus que jamais nécessaire dans notre pays. Les conséquences de l'application de cette réforme seront aussi désastreuses pour les autres élèves qui ne pourront plus bénéficier de dédoublements dans les autres matières, ou seront limités dans leurs choix d'options. »

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement tatonne sur ce projet. La ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, a voulu se montrer rassurante sur la méthode, expliquant envisager faire passer les élèves d'un groupe à l'autre en fonction des besoins.

La mobilisation va se poursuivre

Quelques jours plus tôt, elle revenait en arrière sur la terminologie de la réforme, sans en changer le fond. Dans la semaine, l'entrevue avec la direction académique n'a pas été jugée concluante par les syndicats.

« Ce « choc des savoirs » est complètement déconnecté de la réalité sur le terrain, insiste l'intersyndicale. Il est d'ailleurs tellement rejeté que les ministres ont cru calmer les résistances en ajoutant la possibilité, à titre dérogatoire, de rassembler les élèves au maximum 10 semaines dans l'année dans leur classe de référence en mathématiques et français et ce, pendant une ou

plusieurs périodes. Les élèves se retrouveront en classe entière alors qu'ils auront vu des méthodes et des éléments du programme différents selon leur groupe et avancé à un rythme différent... »

La mobilisation va se poursuivre dans les prochains jours, même si les modalités restent à définir. Il y a une dizaine de jours, un appel à débrayage avait été lancé. Sur d'autres territoires nationaux, les initiatives du type « collègue mort » commencent à se multiplier.

Ju. M.



Une grosse de centaine de personnes avait répondu présent pour ce rassemblement.